



N° DP 25/172

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2025 - SYNDICAT DE DEFENSE DE LA FIGUE DE SOLLIES - FONCTIONNEMENT ET VALORISATION DE L'APPELLATION / INTEGRATION DE MESURES AGRO-ENVIRONNEMENTALES - 15 000 EUROS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

VU la délibération n°23/05/75 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

VU la délibération n°23/05/78 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 6 février 2025 pour l'attribution d'une subvention d'un montant de 15 000 euros.

CONSIDERANT la demande de subvention à la Métropole TPM du Syndicat de Défense de la Figue de Solliès de 15 000 euros pour l'exercice 2025, pour un budget prévisionnel total de 133 500 euros,

CONSIDERANT que 6 communes du territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE sont couvertes par l'AOP « Figue de Solliès »,

CONSIDERANT que depuis sa création en 1996, le Syndicat de Défense de la Figue de Solliès œuvre pour légitimer les caractéristiques gustatives de la figue de Solliès, valorise cette production emblématique et apporte un appui technique aux arboriculteurs qui ont ainsi pu s'installer au sein des communes de La Crau et de La Garde, participant au rayonnement de l'Appellation avec d'importants volumes récoltés,

CONSIDERANT que la notoriété de la figue de Solliès, vitrine pour l'agriculture de la Métropole, émane de la rigueur et du dynamisme du Syndicat de Défense de la Figue de Solliès, en perpétuelle démarche d'innovation,

CONSIDERANT que depuis 2011, la Métropole apporte son soutien au Syndicat de Défense de la Figue de Solliès dans sa mission de gestion, développement, extension et valorisation de l'Appellation,

CONSIDERANT que le territoire de la Métropole constitue un secteur privilégié au sein de l'Aire Géographique d'Appellation, tant d'un point de vue climatique qu'en terme agronomique en raison de la proximité de la Méditerranée et de sols historiquement très fertiles,

CONSIDERANT que le partenariat entre la Métropole TPM et le Syndicat s'est donc avéré très efficace, s'inscrivant comme un moteur essentiel de la dynamique de reconquête des espaces agricoles conforté par la création des zones agricoles protégées (ZAP) sur le territoire du Pradet et de La Garde et en préfiguration à Hyères et La Crau,

CONSIDERANT que L'AOP Figue de Solliès représente une centaine d'arboriculteurs impliqués fédérés autour du Syndicat, 130 hectares en production (30 000 figuiers), près de 1239 tonnes de fruits récoltés en 2024 (dont 810 tonnes commercialisées en Appellation : 364 tonnes fraîches et 446 tonnes pour la transformation),

CONSIDERANT que le chiffre d'affaires annuel généré par la filière s'élève à 5 millions d'euros sachant que l'organisation de la filière permet chaque année le renouvellement de 600 emplois directs ou indirects au sein du bassin de production durant les 3 mois que dure la récolte,

CONSIDERANT que la qualité gustative exceptionnelle de la Figue de Solliès et sa notoriété ont généré depuis plusieurs exercices une demande nettement supérieure à l'offre proposée,

CONSIDERANT l'importance de la mise en place de pratiques culturelles alternatives respectueuses de l'environnement par la maîtrise de l'enherbement et la volonté de diminuer les applications phytosanitaires avec la mise en place d'une certification collective HVE afin de s'adapter à une réglementation de plus en plus restrictive et répondre à une demande légitime des consommateurs,

CONSIDERANT la nécessité pour la filière de s'adapter au changement climatique et de développer des moyens de lutte efficaces et raisonnés contre les ravageurs émergents qui menacent l'avenir de la production,

CONSIDERANT que le soutien de la Métropole TPM reste essentiel pour perpétuer une production arboricole labellisée emblématique du territoire,

CONSIDERANT la convention, ci jointe,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention ci-annexée avec le Syndicat de Défense de la Figue de Solliès en vue de l'attribution d'une subvention de 15 000 euros, soit 11,23 % maximum du coût total du programme d'actions durant l'exercice 2025.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum, ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

D'INSCRIRE cette dépense au Budget Principal 2025 : article 65748, opération 1232, fonction 6312.

La présente Décision sera

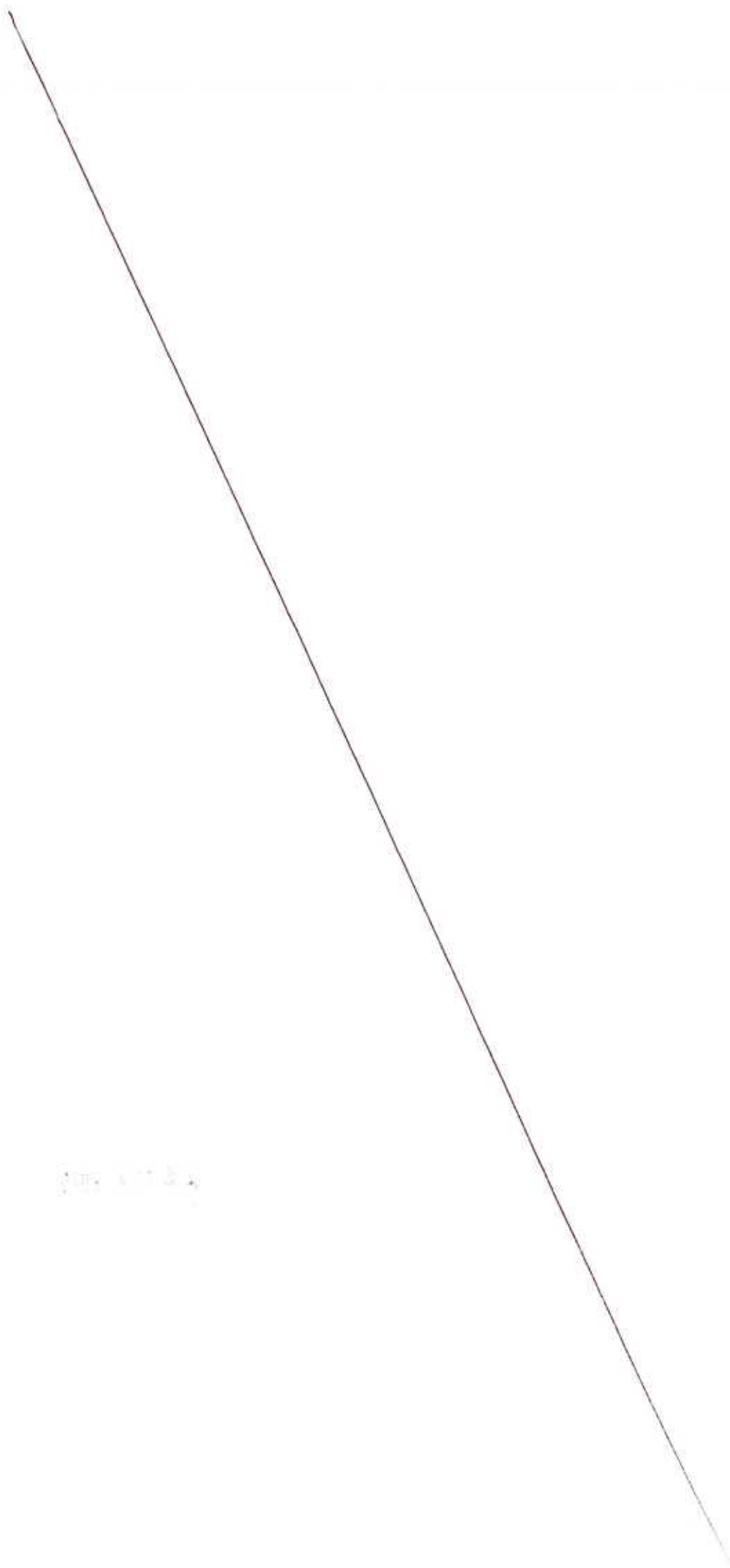
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **26 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





Page 1 of 1



CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2025

SYNDICAT DE DEFENSE DE LA FIGUE DE SOLLIÈS

FONCTIONNEMENT - VALORISATION DE L'APPELLATION / INTEGRATION DE MESURES AGRO-ENVIRONNEMENTALES

ENTRE

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107 boulevard Henri Fabre à TOULON, représentée par son Président **en exercice**, agissant en vertu de la décision DP N° 25 / en date du 2025,

Ci-après désignée « La Métropole »,

ET

Le SYNDICAT DE DEFENSE DE LA FIGUE DE SOLLIÈS, ayant son siège 345 chemin des Laugiers – à SOLLIÈS PONT, et représenté par son **Président Daniel SUZANNE**,

Ci-Après désignée « Le Syndicat »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Depuis 2011, TOULON PROVENCE MEDITERRANEE apporte son soutien au Syndicat de Défense de la Figue de Solliès dans sa mission de gestion, développement, extension et valorisation de l'Appellation qui est devenue au fil des années un acteur économique majeur au sein de son bassin de production. Cet appui a donc permis la concrétisation de plusieurs projets d'envergure renforçant la renommée de l'Appellation Figue de Solliès. A ce titre l'extension de l'AOP à la figue destinée à la transformation depuis la récolte 2021 témoigne de la réussite des différents acteurs engagés dans cette démarche d'excellence et de développement.

Le territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE constitue en effet un secteur privilégié au sein de l'Aire Géographique d'Appellation, tant d'un point de vue climatique qu'en terme agronomique en raison de la proximité de la Méditerranée et de sols historiquement très fertiles. 6 communes du territoire métropolitain sur 12 sont concernées par l'Appellation d'Origine protégée « Figue de Solliès ».

Ces dernières années, de jeunes arboriculteurs ont ainsi pu s'installer au sein des communes de La Crau et de La Garde, participant au rayonnement de l'Appellation avec d'importants volumes récoltés.

Le partenariat entre la Métropole et le Syndicat s'est donc avéré très efficace, s'inscrivant comme un moteur essentiel de la dynamique de reconquête des espaces agricoles conforté par la création des zones agricoles protégées (ZAP) sur le territoire du Pradet et de La Garde et en préfiguration à Hyères et La Crau.

La Figue de Solliès fait clairement partie du patrimoine historique, culturel, paysager et économique de la Métropole si bien que la filière est partenaire de son Projet Alimentaire territorial.

Le Syndicat de Défense de la Figue de Solliès sollicite la Métropole une subvention de 15 000 euros visant à assurer son fonctionnement d'une part, l'extension et le développement de l'AOP, la valorisation de l'Appellation ainsi que l'intégration de mesures agro-environnementales et la lutte contre les ravageurs émergents d'autre part.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au programme d'actions défini en annexe I que le Syndicat s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU SYNDICAT

Le Syndicat s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'actions, objet de la présente convention,
- En matière de communication, Le Syndicat s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins et sur tous les équipements subventionnés le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site Internet www.metropoletpm.fr, rubrique « Communication » (pied de page),
- Pour les actions faisant partie de la mise en œuvre du Projet Alimentaire de Territoire labellisé de la Métropole TPM, le logo PAT devra également figurer au côté de celui de la Métropole,

- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut du Syndicat. Le Syndicat informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, Le Syndicat de Défense de la Figue de Solliès à hauteur de 15 000 euros pour la mise en œuvre des 4 actions prévues dans la convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2024, article 65748 – opération 1232 – Fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation du programme d'actions porte sur 11,23 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **15 000 euros** sera versée au Syndicat de la façon suivante :

- Un acompte de 70 %, soit **10 500 euros** à la signature par les deux parties de la présente convention
- Le solde, soit **4 500 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - o Un compte-rendu financier des actions réalisées en 2025 par le bénéficiaire, signé par le Président et le Trésorier. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du programme d'actions ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - o Le rapport annuel d'activités 2025 évaluant l'impact des actions subventionnées,

- Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2025 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par le Président et certifiés par le Trésorier (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du programme d'actions doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par le Syndicat lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du programme d'actions.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DU SYNDICAT

Le Syndicat adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

Le Syndicat doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique inférieure à 75 000 euros*).

Le Syndicat doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*).

Le Syndicat doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un Commissaire Aux Comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Le Syndicat valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

Le Syndicat doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, Le Syndicat s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par Le Syndicat de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera Le Syndicat par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité Le Syndicat à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants du Syndicat à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par Le Syndicat est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, Le Syndicat procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

Le Syndicat s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, Le Syndicat devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matières des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein du Syndicat, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<p>Pour LE SYNDICAT DE DEFENSE DE LA FIGUE DE SOLLIES</p> <p>Le Président Daniel SUZANNE</p>	<p>Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>
--	---

ANNEXE I :

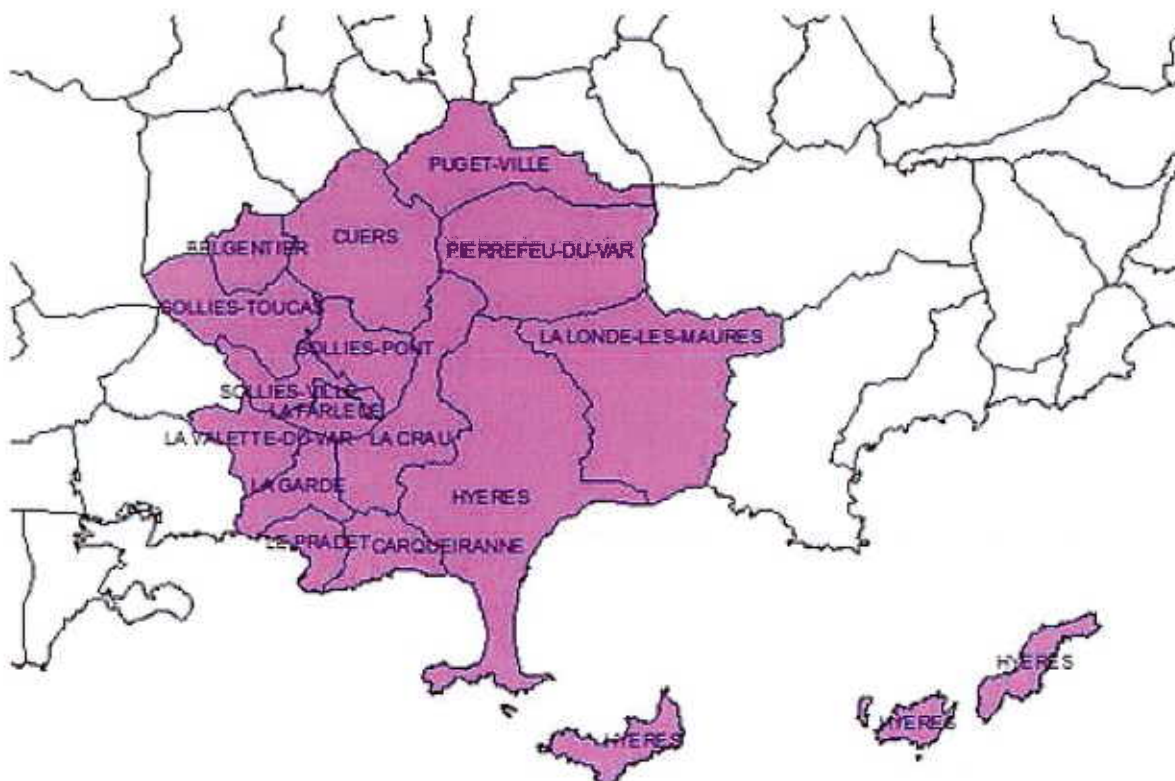
Le Syndicat s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

CONTEXTE

L'AOP Figue de Solliès, c'est aujourd'hui une centaine d'arboriculteurs impliqués et fédérés autour du Syndicat, 130 hectares en production (30 000 figuiers), près de 1 300 tonnes de fruits récoltés chaque année (1 239 en 2024) dont 810 tonnes commercialisées en Appellation : 364 tonnes fraîches et 446 tonnes pour la transformation. Plus d'1/3 des volumes sont récoltés sur le territoire de TPM. Cette inversion « figues fraîches/transformation » est due à l'impact des conditions météorologiques préjudiciable en ce qui concerne la qualité avec une conservation très délicate de la figue à partir du 20 septembre en raison des pluies abondantes au moment du pic de production.

Le chiffre d'affaires annuel généré par la filière s'élève à 5 Millions d'€ nets sachant que l'organisation de la filière permet chaque année le renouvellement de 600 emplois directs ou indirects au sein du bassin de production durant les 3 mois que dure la récolte.

Pour rappel, l'aire géographique de l'AOP Figue de Solliès couvre 6 communes de la Métropole.



Si tous les indicateurs semblent positifs, malheureusement l'impact du changement climatique se confirme avec des phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents aux conséquences évidemment très préjudiciables pour la production au même titre que l'émergence de nouveaux ravageurs intimement liée à ce nouveau contexte météorologique. La gestion raisonnée de ces problématiques majeures constitue un enjeu prioritaire pour l'avenir de l'Appellation.

Depuis 30 ans, le Syndicat œuvre en faveur des arboriculteurs du bassin de production afin de valoriser cette variété emblématique mais également assurer un appui et un suivi technique visant à optimiser et valoriser le potentiel de chaque verger, en étant bien entendu sensible aux changements climatiques et aux problématiques environnementales. Organisme structurant et fédérateur, le Syndicat est l'interlocuteur privilégié des producteurs locaux et des instances nationales en sa qualité d'Organisme de Défense et de Gestion (ODG) en tant qu'instigateur de la démarche de reconnaissance en Appellation d'Origine Protégée dont il est aujourd'hui le garant par son action quotidienne.

Fort de son expérience, du dynamisme et de l'émulation véhiculés par ses effectifs rajeunis, s'appuyant sur une production rentable aux perspectives d'avenir encourageantes malgré les aléas météorologiques et l'émergence de nouveaux ravageurs, le Syndicat va continuer d'afficher des ambitions légitimes en souhaitant concrétiser des projets essentiels pour poursuivre et accélérer le développement de la Figue de Solliès notamment sur le territoire de la Métropole.

Bilan saison 2024 :

La récolte 2024 est qualifiée de mitigée avec :

- ✓ des volumes globaux quasiment identiques (- 1%) par rapport à 2023
- ✓ une pluviométrie annuelle enfin conforme à la norme (800 mm)
- ✓ des tonnages AOP similaires à 2023 (+ 0.50 %)
- ✓ une conservation délicate de la figue en seconde partie de récolte, en raison des pluies abondantes et une recrudescence des ravageurs (mouche).

La campagne 2024 est marquée par une stagnation des volumes récoltés :

- 1 239 tonnes
- 810 tonnes en Appellation (contre 806 tonnes en 2023) mais une proportion plus importante de fruits destinés à la transformation (446 tonnes) par rapport à la figue de bouche (364 tonnes)

Le Syndicat sollicite la Métropole Toulon Provence Méditerranée à hauteur de 15 000 € pour non seulement assurer sa viabilité mais également afin de répondre aux enjeux majeurs qui font face à la filière confrontée à des problématiques nouvelles et très préoccupantes.

ACTIONS DU SYNDICAT DE DEFENSE DE LA FIGUE DE SOLLIES EN 2025

ACTION N°1 : Volet extension et développement

Depuis plusieurs années, même si l'exercice 2024 a heureusement été épargné par ces phénomènes extrêmes, les aléas climatiques (gel tardif, épisodes de grêle, tempêtes de Mistral, longues périodes de sécheresse ...) sont de plus en plus fréquents et entraînent des conséquences dommageables sur la productivité des vergers. Les répercussions sont malheureusement bien réelles sur les rendements bien que la rentabilité à l'hectare demeure très encourageante grâce notamment à l'extension de l'Appellation de la Figue destinée à la transformation.

Dès lors le développement du potentiel de production notamment sur le territoire de la métropole TPM demeure une nécessité pour le Syndicat afin de **mettre en adéquation l'offre à une demande de plus en plus importante**. Le terroir privilégié de TPM apparaît ainsi comme un atout essentiel pour le Syndicat grâce à la création de plusieurs Zones Agricoles Protégées sur le territoire de la Métropole.

De plus le Syndicat souhaite désormais valoriser tous les débouchés de la production, en particulier le produit dérivé emblématique de la filière : **La confiture**. Dans cette optique, le Syndicat a sollicité et obtenu en 2024 la création de la section « confiture extra de figues AOP Solliès » au sein du prestigieux **Concours Général Agricole**.

En 2025, pour la seconde année consécutive, plusieurs artisans et transformateurs vont concourir. Les médailliers contribuent à la valorisation de L'Appellation.

ACTION N°2 : Volet communication

La notoriété de l'Appellation et la fidélité des consommateurs passent inévitablement par le renouvellement d'actions de communication dans les émissions bénéficiant d'une forte audience comme la participation en 2024 à l'émission C à vous sur France 5.

ACTION N°3 : Volet environnemental

Importance de l'instauration dans les vergers de pratiques culturelles alternatives respectueuses de l'environnement dans le cadre de la maîtrise de l'enherbement et de la volonté de diminuer les applications phytosanitaires. Ces nouvelles techniques seront à terme intégrées dans le cahier des charges de l'Appellation en tant que mesures agro-environnementales MAE) à l'horizon 2030.

Cette aspiration fait partie des priorités de la filière tant par l'obligation d'anticiper les évolutions réglementaires relatives aux productions reconnues en AOP, de répondre à une demande légitime des consommateurs en quête de productions locales respectueuses de l'environnement mais également par la volonté d'instaurer une cohabitation optimale entre les populations autochtones et les arboriculteurs dans le cadre du respect de la charte de bon voisinage dans un contexte périurbain.

Pour les acheteurs, l'excellence gustative de l'Appellation doit rimer aussi avec sécurité alimentaire pour le consommateur.

ACTION N°4 : Volet expérimentation et lutte contre les nouveaux ravageurs

Nécessité pour la filière de s'adapter aux changements climatiques évoqués précédemment et de développer des moyens de lutte efficaces et raisonnés contre les ravageurs émergents qui constituent une sérieuse menace pour l'avenir de la production, notamment le charançon noir du figuier qui a été identifié depuis 2019 sur le territoire de la Métropole.

Les risques de propagation sont réels si bien que le Syndicat demeure plus que jamais en alerte vis-à-vis de ce ravageur qui a déjà causé la perte de plusieurs hectares en Appellation dans la Vallée de Sauvebonne. Dans cette optique, la filière souhaite poursuivre les importants travaux déjà engagés par la mise en place d'un important programme d'actions en 2025.

Celui-ci reposera principalement sur le renouvellement du partenariat avec VEGETECH afin de poursuivre les actions visant à améliorer l'efficacité des protocoles préventifs et curatifs existants. A ce titre, les travaux menés en 2024 ont permis des avancées fondamentales dans la perspective de maîtrise du ravageur avec l'espérance de la formalisation d'un protocole curatif efficace et homologué à l'horizon 2026 qui permettra d'envisager à terme la replantation de figuiers dans la Vallée de Sauvebonne. La filière est aujourd'hui plus optimiste pour l'avenir en ce qui concerne ce ravageur.

ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL 2025

DEPENSES		RECETTES	
SERVICES EXTERIEURS Assurance	200 €	VENTE DE PRODUITS FINIS, DE MARCHANDISES Prestation COPSOLFRUIT annuelle Convention tripartite avec la Copsolfruit dans le cadre de la mise à disposition du salarié du Syndicat	18 500 €
AUTRES SERVICES EXTERIEURS Rémunération intermédiaires Estimation des coûts concernant la lutte contre le charançon noir du figuier (prestation VEGETECH + mise à disposition parcelles expérimentales) (30 000 €) Estimation des coûts relatifs aux procédures de contrôle externe obligatoires réalisées par l'organisme certificateur QUALISUD dans le cadre de la labellisation en AOP (12 300 €)	42 300 €	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	65 000 €
		Conseil Départemental VAR	10 000 €
Publicité, publications Action de publicité et de promotion pour valoriser l'Appellation - Salon de l'agriculture	12 000 €	CR SUD PACA Subvention Région Sud dans le cadre de l'appel à projets « Soutien au développement des Organismes de Gestion (ODG) »	15 000 €
Déplacements, missions Prospection et recensement des ravageurs (charançon)	5 000 €		
CHARGES PERSONNEL	69 500 €	Communauté de Communes Vallée du Gapeau	20 000 €
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	4 500 €	METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE	15 000 €
		Aide Exceptionnelle du Crédit Agricole Provence Côte d'Azur par la participation au Salon de l'Agriculture	5 000 €
		Cotisations Adhérents	50 000 €
TOTAL	133 500 €	TOTAL	133 500 €

La subvention de 15 000 € représente 11,23 % du total des produits :
(montant attribué/total des produits) x 100.

